

L'économie du pastoralisme en Afrique de l'Ouest : un atout pour la sécurité alimentaire et l'intégration régionale

Le pastoralisme est souvent abordé à travers les défis qu'il rencontre, alors qu'il constitue une activité très dynamique et structurante pour de nombreux territoires. Si sa contribution au développement durable ne peut se réduire à sa seule contribution économique, celle-ci reste largement sous-estimée dans les politiques publiques. En mobilisant des données récentes, cet article éclaire la valeur économique créée par les systèmes pastoraux mobiles, afin de mieux mesurer ce que la région gagnerait à préserver les conditions de cette mobilité.

Le pastoralisme en Afrique de l'Ouest souffre d'un décalage structurel entre sa contribution macroéconomique et l'allocation des ressources publiques. Ces systèmes assurent entre 30 et 50 % du PIB agricole dans les pays du Sahel (Ndiaye et al., 2025), mais ils bénéficient de 5 à 12 % des dépenses publiques pour l'agriculture (Union Africaine, 2024). Ce sous-financement reflète notamment une perception persistante mais erronée du pastoralisme comme une activité marginale, voire archaïque. Or, les données démontrent que la mobilité est une stratégie d'optimisation économique permettant d'exploiter des ressources que des systèmes sédentaires ne peuvent pas valoriser. Il est impératif de réaligner les politiques publiques pour maintenir voire accroître les bénéfices économiques de ces différents systèmes de mobilité pastorale.

La production de valeur ajoutée par les systèmes pastoraux se fait surtout par le biais d'activités informelles et non monétarisées; c'est pourquoi il est difficile d'en mesurer la portée réelle à partir des statistiques officielles. En outre, une grande partie des productions pastorales est autoconsommée (Wane et al, 2009; Wane et al, 2020; Ndiaye et al, 2025). Par conséquent, bien qu'il s'agisse d'un pilier de la sécurité alimentaire des ménages d'éleveurs, la production auto-consommée n'est pas monétisée et n'est que partiellement prise en compte dans la comptabilité de ces ménages. Des études



Marché au bétail au Sénégal. De l'éleveur au commerçant, la vente du bétail fait vivre une chaîne étendue d'acteurs et de services.

Cotyrynowicz, 2023

récentes montrent que lorsqu'on intègre l'autoconsommation comme composante du revenu brut, la contribution des ménages pastoraux au PIB national peut varier de 9 à 27 % selon les pays sahéliens (Ndiaye et al., 2025; Wane et al., 2020).

Or, malgré la diversité des profils économiques des pays de la région (certains sont exportateurs de bétail, d'autres importateurs), le décalage entre la contribution au PIB national et les dépenses publiques destinées à l'élevage demeure une constante transversale. Ce manque de soutien financier est compensé par des stratégies endogènes de résilience mises en œuvre par les éleveurs, souvent fondées sur la mobilité. En effet, en cas de choc (climatique, économique, sanitaire), les éleveurs ont surtout tendance à modifier leurs itinéraires et la durée de la transhumance, ce qui souligne le rôle central de la mobilité dans leurs stratégies d'adaptation (id). Ces stratégies nuancent ainsi les représentations d'un pastoralisme qui serait essentiellement tributaire d'aides extérieures pour se maintenir.

Des marchés sahéliens aux villes côtières

Le pastoralisme alimente l'un des principaux flux du commerce intrarégional. La filière bétail-viande répond directement à la demande des centres urbains côtiers de la région qui sont en pleine croissance. Les consommateurs de la région accordent en effet une grande importance au caractère « local » et « traditionnel » des produits carnés, tout en demandant des produits accessibles et bon marché (Wane et Ferrari, 2024).

La mobilité du bétail sur pied du Sahel vers les pays côtiers constitue l'un des échanges commerciaux les plus dynamiques au sein de la CEDEAO. Pour les pays sahéliens, le bétail sur pied constitue souvent le premier poste d'exportation hors mines et hydrocarbures (FAO, 2012; OECD, 2014; OMC, 2023). La valeur ajoutée est générée à chaque étape de la transhumance. Les travaux sur l'économie du pastoralisme montrent que les populations d'accueil lors de la transhumance bénéficient d'un apport économique fondamental, du fait des dépenses que les transhumants y effectuent (Thébaud, 2019). Si le pastoralisme

Le terme « pastoralisme »

recouvre des systèmes très divers, que l'on peut notamment distinguer selon leur articulation avec l'agriculture (agro-pastoralisme), leur proximité avec les centres urbains (systèmes périurbains), les distances parcourues ou encore la fréquence des déplacements (systèmes pastoraux ou semi-sédentaires).

« LA MOBILITÉ DU BÉTAIL
SUR PIED DU SAHEL
VERS LES PAYS CÔTIERS
CONSTITUE L'UN DES
ÉCHANGES COMMERCIAUX
LES PLUS DYNAMIQUES
AU SEIN DE LA CEDEAO. »



Collecte de lait en zone pastorale au Sénégal. Le développement des circuits de collecte permet de mieux relier la production pastorale aux marchés de consommation.

Cyrynowicz, 2023

disparaissait, son remplacement par des protéines animales importées pèserait grandement sur les balances commerciales des pays de la région, celles des exportateurs sahéliens comme celles des importateurs côtiers. Pareillement, son remplacement par des systèmes d'élevage intensifs (fermes d'embouche, ranchs, etc.) renchérirait considérablement le coût de la viande, compromettant ainsi la sécurité alimentaire, notamment des populations urbaines à faible pouvoir d'achat.

Contrairement à la filière bétail-viande, le lait local reste pénalisé par la concurrence des importations de poudre de lait, alors même qu'une meilleure articulation entre mobilité pastorale et circuits de collecte permettrait d'en renforcer la valeur ajoutée (Corniaux et al., 2023; Ferrari, 2017). Par ailleurs, l'exploitation du potentiel laitier des zones pastorales sahéliennes peut être maximisée, en saison sèche, par l'approvisionnement en compléments alimentaires (sous-produits agricoles notamment) provenant des zones agricoles humides. Cette complémentarité renforcerait non seulement l'intégration économique entre pays côtiers et sahéliens, mais stabiliserait aussi la collecte laitière face aux variations saisonnières.

Emploi, stabilité et cohésion territoriale

Le pastoralisme n'est pas seulement une activité de production, mais aussi un système qui contribue à la cohésion sociale à plusieurs niveaux. Le système pastoral soutient une chaîne d'acteurs étendue : bergers, convoyeurs, commerçants et transformateurs. Une seule vache peut engendrer plusieurs emplois tout au long de la chaîne de valeur (De Haan et al., 2014; FAO, 2018). Cette économie de service est cruciale pour l'insertion économique et sociale des jeunes ruraux dès lors que le travail dans l'élevage est socialement reconnu et dignement récompensé.

Les femmes, par exemple, occupent une place centrale dans l'économie domestique à travers le contrôle du lait et des petits ruminants (Ferrari et al., 2024). Parallèlement, des mécanismes de solidarité ancestraux constituent de véritables filets de sécurité pour les plus démunis. C'est le cas du système Habbanaaye chez les Peuls, où le prêt d'une vache constitue un mécanisme traditionnel de solidarité permettant à un proche de reconstituer progressivement son capital grâce aux premiers veaux (Dupire, 1996). Cette architecture sociale s'étend aux relations avec les autres acteurs du territoire. En Afrique de l'Ouest, chartes foncières et conventions locales organisent les échanges entre agriculture et élevage : fertilisation des champs contre accès aux résidus de récolte (Schlecht et al., 2004), (voir aussi p.28).

La mobilité, facteur de résilience

Face à la variabilité climatique, les systèmes pastoraux, grâce à leur caractère mobile, démontrent une résilience supérieure à celle des systèmes intensifs. Ils convertissent la biomasse spontanée des parcours en protéines de haute qualité. Contrairement aux systèmes intensifs qui dépendent d'intrants coûteux (engrais, aliments industriels), le pastoralisme mobile présente un ratio d'énergie produite par unité d'énergie fossile consommée extrêmement élevé (Vigne et al., 2013). Dans certaines conditions, les parcours pâturés peuvent séquestrer entre 0,3 et 0,6 tonne de carbone par hectare et par an, compensant ainsi une part substantielle, voire la totalité, des émissions de méthane du cheptel (Assouma et al., 2019; Manzano et White, 2021).

Le bétail mobile reste une source de revenus, facilitant l'accès aux céréales en période de soudure. Les données confirment que la mobilité contribue à une meilleure sécurité alimentaire des ménages pasteurs lors des crises climatiques (Ndiaye et al., 2025; Wane et al., 2020).

L'enjeu de l'IYRP 2026 est notamment de transformer ces données en actes politiques. Les décideurs d'Afrique de l'Ouest doivent reconnaître le pastoralisme comme un moteur de croissance à soutenir par des investissements ciblés dans les infrastructures de mobilité (points d'eau, couloirs, services de base comme les écoles et les postes de santé), la santé animale et la sécurisation foncière. ■

Serena Ferrari



Socio-économiste des chaînes de valeur, du pastoralisme, et du développement territorial, Cirad.
Coordinatrice du groupe de travail
« Économie du pastoralisme » de l'IYRP 2026

Abdrhmane Wane



Directeur régional Afrique de l'Ouest
et du Centre de l'Institut international
de recherche sur l'élevage (ILRI)

EN SAVOIR PLUS :

- ILRI, 2026, Rangelands Rising : Investing in Sustainable Management and Restoration
- Ndiaye A. et al., 2025. Le pastoralisme au Sahel : évaluation économique, chocs et stratégies d'adaptation. Les cas du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger. FAO.
- Wane A. et Ferrari S., 2024. Meeting urban consumers' appetite for high-quality meat in West Africa. Policy recommendations based on a field survey in urban areas of Senegal, Côte d'Ivoire, and Nigeria. CIRAD-ILRI.
- Wane A. et al., 2020. The economics of pastoralism in Argentina, Chad and Mongolia: Market participation and multiple livelihood strategies in a shock-prone environment. FAO.